

### D 1098 BRÉSIL: LA RÉFORME AGRAIRE AVORTÉE

La Nouvelle République instaurée en début 1985 avait suscité d'immenses espoirs, en particulier chez les 12 millions de familles de paysans sans terre. Le gouvernement avait annoncé le 27 mai 1985 une réforme agraire ambitieuse (cf. DIAL D 1047). Les pressions politiques des milieux de grands propriétaires terriens, doublées d'une vague de violences sans précédent de la part des milices privées des grands domaines (cf. DIAL D 1049 et 1081), ont eu raison du projet de Plan national de réforme agraire. Le 10 octobre 1985, le président Sarney signait le décret de réforme agraire dans une version considérée comme catastrophique par les milieux syndicaux et ecclésiastiques de défense des petits paysans. A titre d'exemple, le lecteur trouvera ci-dessous la déclaration de la section régionale de l'Araguaia-Tocantins de la Commission pastorale de la terre, organisme dépendant de la Conférence nationale des évêques du Brésil. Il faut croire que l'injustice envers les paysans est flagrante pour que, comme le rapporte le document ci-après, quatre évêques en viennent à mettre en procès le secrétaire d'Etat à la sécurité de l'Etat de Goiás, ainsi que des juges et des commissaires de police...

Note DIAL

### Commission pastorale de la terre Araguaia-Tocantins

#### BILAN 1985

Le Conseil régional Araguaia-Tocantins de la Commission pastorale de la terre, réuni en fin décembre 1985, a analysé les différents aspects de son action pastorale en faveur des travailleurs ruraux de la région nord du Goiás, sud du Pará et nord-est du Mato-Grosso.

La violence contre les cultivateurs a été au centre des discussions. Nous avons constaté un climat de guerre non déclarée se soldant par des pertes de vies humaines et par l'annulation du travail de nombreuses années. Il y a eu 1.026 familles expulsées et 4.926 autres familles menacées d'expulsion; 73 morts et 194 personnes menacées de mort; 142 personnes blessées et frappées; 291 maisons brûlées. Tels sont les chiffres d'une violence dont la caractéristique principale est l'impunité. A la racine de cette violence il y a la férocité des grands propriétaires cherchant à conserver le monopole de la terre. Pour mieux comprendre le caractère de cette violence il importe d'analyser la politique de réforme agraire proposée par la Nouvelle République.

#### 1- La Nouvelle République et la réforme agraire

##### 1.1- Le Plan national de réforme agraire de la Nouvelle République

La Nouvelle République a choisi le 4e congrès des travailleurs ruraux comme scène de lancement de sa politique agraire. La tribune du congrès a vu défiler le président de la République et cinq ministres pour présenter à la nation la proposition du 1er plan national de réforme agraire du 27 mai.

S'il n'était pas le reflet fidèle des propositions des travailleurs, ce plan n'en a pas moins, à l'évidence, soulevé une grande attente dans les milieux syndicaux mobilisés pour le congrès. Sous la coordination de M. José Gomes da Silva, président de l'Institut national de colonisation et de réforme agraire (INCRA) et après consultation des divers secteurs sociaux intéressés, le Plan national de réforme agraire s'articulait autour d'une proposition réformiste, en mettant l'accent sur l'encouragement à la modernisation de l'agriculture par l'entreprise agricole.

La réaction des latifondiaires et des spéculateurs de la terre a été une furieuse campagne de presse contre le Plan national de réforme agraire, campagne menée au niveau de l'ensemble du pays. Mais ils ne se sont pas contentés d'occuper les espaces de presse. Ils ont utilisé le parlement pour annoncer à qui voulait l'entendre qu'ils étaient en train d'organiser des milices pour s'opposer à l'avancée du "communisme collectiviste" que reflétaient, d'après eux, les intentions du Plan national de réforme agraire.

Une fois de plus au Brésil, les grands propriétaires terriens ont utilisé tous les moyens à leur disposition pour empêcher une discussion sereine sur la question agraire. Ils ont semé la passion et la confusion pour conserver intacts leurs privilèges et garantir le monopole de la terre à tout prix.

Quand, le 27 mai 1985, la Nouvelle République lance le Plan national de réforme agraire, trois positions différentes sur la réforme peuvent se constater dans la société brésilienne: la position des latifondiaires et des spéculateurs de la terre ouvertement contre tout changement de la structure agraire du pays; la position du gouvernement, qui défend la modernisation de la structure agraire pour le développement d'une agriculture capitaliste mettant en oeuvre une technologie avancée et atteignant un degré élevé de productivité par l'encouragement de l'entreprise agricole; et la position des travailleurs ruraux, adoptée en congrès, qui défend une réforme agraire immédiate axée sur la démocratisation de la propriété foncière, sur la redistribution de la terre, sur la liquidation du latifundium, comme mode d'accession à la terre pour des millions de travailleurs et de substitution de l'agriculture d'exportation actuelle par une politique agraire axée sur la production d'aliments de consommation populaire et sur l'encouragement du petit producteur.

Ces trois propositions s'affrontent au cours du débat qui va du 27 mai au 10 octobre. Le décret signé le 10 octobre par le président Sarney est une sorte d'acte de reddition sous la pression des grands propriétaires terriens et de leurs alliés du Conseil de sécurité nationale.

Avec la nouvelle rédaction du Plan national de réforme agraire et le décret qui en détermine la mise en oeuvre, la position du gouvernement rejoint celle des latifondiaires, par l'abandon de ses promesses de réforme et le départ consécutif de M. José Gomes da Silva de la direction de l'INCRA. A partir du 10 octobre, la position du gouvernement consiste à geler sa politique agraire dans les limites imposées par les grands propriétaires terriens, c'est-à-dire effectuer des modifications secondaires dans la structure foncière, subordonner le Plan national de réforme agraire au Plan de développement rural intégré, et laisser à l'Assemblée constituante le soin de définir le régime de propriété foncière du pays.

La Nouvelle République s'est donc révélée incapable de répondre aux revendications impératives de 12 millions de travailleurs ruraux sans terre, de briser le monopole de la terre et de promouvoir la démocratisation de la propriété de la terre.

## 1.2 - La décentralisation du pouvoir, le renforcement du pouvoir local et la violence

M. Tancredo Neves (1) n'a eu que des applaudissements quand il a annoncé la décentralisation du pouvoir dans le cadre de la Nouvelle République. Personne ne s'oppose à celui qui annonce le partage du pouvoir. Le régime militaire a concentré pendant vingt ans l'ensemble du pouvoir dans les mains du Conseil de sécurité nationale. Quand arrivent les civils sous la houlette d'un libéral conservateur, ils promettent la décentralisation, la démocratisation des décisions.

Quelle est la signification politique de la décentralisation pour les régions les plus à l'écart du pays? Avec les élections de 1982 ce sont des gouverneurs élus au suffrage universel et en opposition au régime militaire qui s'installent au gouvernement des Etats. C'est le début de la décentralisation du pouvoir. Avec l'arrivée de la Nouvelle République, cette décentralisation débouche peu à peu sur une politique qui se solde par un renforcement du pouvoir local. Qui sont les détenteurs du pouvoir local? Ce sont précisément les grands propriétaires terriens, des oligarchies qui ont au fil des ans établi leur pouvoir politique sur le monopole de la terre, l'exploitation des travailleurs, le courtage véreux et les faveurs officielles.

Les statistiques montrent que la prévision de la Commission pastorale de la terre en fin 1984 était juste. Nous exprimions nos préoccupations devant le fait que la violence en rural tendrait à augmenter avec l'arrivée de la Nouvelle République (2). Aujourd'hui, douze mois plus tard, nous constatons qu'un travailleur rural est assassiné tous les deux jours dans la lutte pour la terre au Brésil, dépassant ainsi les chiffres macabres des années précédentes. Dans la mesure où s'effectue la décentralisation des différentes politiques du gouvernement fédéral - en particulier la politique agraire - on assiste au renforcement du pouvoir des oligarchies locales qui sortent de l'ombre où elles ont vécu de longues années durant sous la protection du régime militaire, et qui organisent en plein jour des forces de tueurs à gages pour massacrer systématiquement les travailleurs ruraux, avec plus de 200 victimes en 1985, hommes, femmes et même enfants, dans tout le Brésil.

## 1.3 - La nécessité d'une véritable réforme agraire

Il est évident que la pacification de la campagne brésilienne passe nécessairement par une réforme agraire répondant aux attentes des masses. La Nouvelle République décevra la nation si elle se plie aux exigences d'une minorité de latifondiaires refusant de reconnaître une fonction sociale à l'usage de la terre.

Les 12 millions de travailleurs ruraux sans terre qui se mobilisent aujourd'hui, en alliance avec de larges secteurs de la société, réaffirment plus que jamais la nécessité urgente et imprescriptible d'une réforme agraire qui démocratise la propriété foncière et sans laquelle il n'y a pas de vraie démocratie dans le pays.

A l'heure où les Brésiliens se lancent dans le débat sur l'Assemblée constituante, la question du régime de la propriété foncière est l'un des axes de la remise en ordre juridique de la nation. De la réponse que nous donnerons à cette question dépendra l'avenir de la démocratie.

## 2 - La violence dans l'Araguaia-Tocantins

### 2.1 - Les chiffres de la violence dans la région

Les travailleurs ruraux et les agents de pastorale, dans la région de la Commission pastorale de la terre de l'Araguaia-Tocantins, continuent d'être victimes

[1] Le président de la République élu, décédé à la veille de son investiture, et remplacé par José Sarney [NdT].

[2] Cf. DIAL D 1002 [NdT].

d'une violence énorme organisée par les latifondiaires. Par rapport à l'année précédente, le nombre des morts pour question de terres a augmenté de 69%, celui des familles expulsées de 149%, et celui des travailleurs ruraux arrêtés et emprisonnés de 190%. Le nombre des personnes menacées de mort, des blessés et frappés a baissé, tandis que se maintenait le nombre des personnes menacées d'expulsion. Cela dénote que les latifondiaires sont passés des menaces à l'exécution, ainsi qu'en fait foi le tableau ci-dessous.

Diocèse	Morts	Menacés de mort	Blessés frappés	Menaces expulsion	Familles expulsées	Maisons brûlées	arrestations	Prison privée	Procès	
									pénaux	fonciers
Cristalândia	-	10	-	119	9	5	-	-	6	3
Porto Nacional	-	20	-	653	58	57	-	-	22	160
Miracema do Norte	-	17	3	82	57	15	37	-	-	34
Tocantinópolis	9	20	2	1050	200	37	2	-	32	482
S. Félix do Araguaia	3	54	26	261	5	7	42	150	8	9
Conceição do Araguaia	61	73	111	2764	697	170	154	284	12	550
<b>Total 1985</b>	<b>73</b>	<b>194</b>	<b>142</b>	<b>4929</b>	<b>1026</b>	<b>291</b>	<b>235</b>	<b>434</b>	<b>80</b>	<b>1238</b>
<b>Total 1984</b>	<b>43</b>	<b>291</b>	<b>195</b>	<b>4906</b>	<b>411</b>	<b>320</b>	<b>81</b>	<b>1112</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>% 1984-85</b>	<b>+ 69%</b>	<b>- 33%</b>	<b>- 27%</b>	<b>+ 0,5%</b>	<b>+ 149%</b>	<b>- 9%</b>	<b>+ 190%</b>	<b>- 60%</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

## 2.2 - Agissements des tueurs, des juges et de la police militaire

L'augmentation de la violence s'est manifestée surtout par des morts, des expulsions et des arrestations, dont les auteurs directs sont donc les tueurs à gages, les juges et la police militaire. Ces agents de la répression permettent aux latifondiaires de la région d'asseoir leur pouvoir. La Nouvelle République n'a pas seulement manqué la définition d'une politique propre à faire face à la violence en rural, elle se montre aussi extrêmement fragile dans le combat contre une telle situation.

### Tueurs à gages

Dans le sud du Pará, la figure légendaire du tueur Sebastião da Terezona et de son groupe est un exemple des libres agissements du genre dans la région. En mai 1985, Sebastião da Terezona et ses sbires ont attaqué dans le secteur de Surubim (Pará) une famille entière. Ils ont assassiné le mari, la femme et son beau-frère. Ils ont violé la femme puis ont brûlé son cadavre. Le 13 juin, dans le secteur de Ubá le même groupe a assassiné huit paysans. Dans la région de São Geraldo do Araguaia, Sebastião da Terezona et sa bande ont enlevé trois cultivateurs, en ont tué deux le jour même. Le troisième, responsable syndical, est resté ligoté pendant trois jours, étendu par terre et sans manger. Pour finir il a été mitraillé par Sebastião da Terezona et son corps jeté dans la rivière, lesté d'une pierre. Le lendemain, le cadavre a été retrouvé en surface accroché à des branches d'arbre dans l'eau. Les tueurs à gages ont retiré le corps du paysan assassiné; ils lui ont ouvert le ventre pour y mettre une pierre et l'ont à nouveau jeté dans la rivière.

Sebastião da Terezona est accusé de dix-neuf crimes au moins (3). Le 29 septembre 1985, il a été arrêté sur ordre du juge. Probablement avec la complicité de la police militaire, le tueur s'est évadé de la prison de Conceição do Araguaia avec vingt-six autres prisonniers.

Dans le Bec-du-perroquet, l'ancien lieutenant de la police militaire Trajano Bueno Bicalho s'est rendu célèbre. Le 19 mars 1985, Trajano Bicalho, tueur à gages du soi-disant propriétaire Lourismar Lobo, a eu droit à la couverture de l'hebdomadaire "Veja". Dans ses déclarations il menaçait de tirer sur les paysans qui, d'après lui, envahissent les terres du village de Camarão dans la commune d'Itaguatins. Bicalho et ses sbires ont fini par mettre leurs menaces à exécution puisque, le 21 juin 1985, ils assassinaient froidement le paysan Divino Rodrigues da Silva dans la localité de Viola Nova. Trajano continue en toute liberté, dans l'impunité, bien qu'il ait avoué sa responsabilité dans le crime au cours de l'enquête policière.

### Juges

La justice a été la grande responsable des violences. Dans la commune de Sítio Novo, au village de São Pedro, le soi-disant propriétaire Fausto Rodrigues da Cunha, patron de Tocantins Agro-Industrial Ltda, a obtenu de la justice une décision de maintien de possession à l'encontre de dix paysans. Dans la même localité, un groupe de trente-cinq paysans a déposé plainte contre Fausto Rodrigues da Cunha et obtenu, de façon extraordinaire, une décision en leur faveur. Le juge a envoyé l'huissier de justice pour faire appliquer la première décision. Plus de cinquante familles ont donc été expulsées, dont les trente-cinq qui avaient obtenu satisfaction devant la justice. Cette expulsion a été effectuée en présence d'une centaine de policiers militaires qui protégeaient les péons et les tueurs à gages de Fausto Rodrigues da Cunha, pour permettre à ceux-ci de semer de l'herbe dans les champs préparés par les paysans pour leurs semences.

Des paysans sont convoqués par des juges à travers des intimations à comparaître publiées dans les journaux qui ne circulent pas dans la région. C'est la raison pour laquelle, en général, les paysans ne se présentent pas aux audiences et sont donc condamnés par contumace puis expulsés. Les cas augmentent d'huissiers de justice qui ne se rendent même pas auprès des paysans et certifient cependant leur avoir notifié la décision judiciaire. Un exemple: le procès ouvert par la Compagnie Araguaia contre les paysans du Domaine Recantão de Formoso de Araguaia, dans le Goiás.

### Police militaire

La police militaire continue d'être au service du latifundium. Dans la commune de Redenção, Pará, Lourival Lousa et Nadir de Andrade Lousa, propriétaires du Domaine Capetinga, ont essayé d'expulser quatre-vingt dix familles de paysans qui occupent depuis 1972 une superficie d'environ 1.900 alqueires (4). Le 29 août 1985, les paysans ont été expulsés par une force d'environ cent cinquante policiers militaires sur ordre du juge. Au cours de l'opération, vingt-deux paysans ont été arrêtés, dont quatre mineurs, pendant plus de vingt heures. Il y a eu aussi d'autres arrestations, des coups, des insultes et des humiliations. Un enfant a été frappé à coups de liane par la police. Les paysans ont rencontré le gouverneur Jader Barbalho, qui leur a répondu: "Quant à la police, je ne peux rien faire car c'est la justice qui commande. Quant aux tueurs à gages, pourquoi ne les tuez-vous pas?" Deux jours plus tard, un caporal de la police militaire était tué, probablement par des tueurs à gages en réaction à la réponse insolente du gouverneur. Les paysans se sont ensuite adressés au ministre Nelson RIBEI-

[3] Cf. DIAL D 1049 [NdT].

[4] Au Brésil, selon les régions, l'alqueire vaut de 2,7 à 4,8 hectares [NdT].

ro, du ministère de la réforme agraire et du développement, et obtenu l'expropriation d'une partie des terres de la Capetinga.

Les procès pénaux contre des paysans et des agents de pastorale nous préoccupent (5). En 1985 nous avons eu à faire face à quatre-vingts procès pénaux, dont dix contre des agents de pastorale et dix contre des paysans. Le pouvoir judiciaire de la Nouvelle République continue d'agir contre le travail de l'Eglise engagée aux côtés des travailleurs ruraux dans la recherche de la justice, de la liberté et de la dignité humaine.

Les abus de pouvoir, les actes arbitraires et les violences contre de pauvres travailleurs ruraux en provenance de diverses autorités de l'Etat en sont arrivés à un tel point que quatre évêques du nord du Goiás ont porté plainte en justice contre le secrétaire d'Etat à la sécurité publique de l'Etat de Goiás, José Freire; contre le juge d'Itaguatins, Waltides Pereira dos Passos; contre l'huissier de justice de la même circonscription judiciaire, José Moraes. L'évêque de Miracema do Norte a mis en procès les commissaires de police de Lizarda et de Rio Sono, Antonio Pacheco et José Batista. A également été mis en procès l'huissier de justice de la circonscription judiciaire de Gurupí, Antônio Luiz Pinheiro Lustosa.

### 3 - Des signes d'espérance

#### 3.1 - L'avancée du mouvement des travailleurs ruraux

Nous enregistrons avec grande joie les avancées significatives des travailleurs ruraux dans notre région. Au plan syndical on ne peut que souligner l'importance pour le syndicalisme dans la région Araguaia-Tocantins de la victoire de la liste 2 du syndicat de Conceição do Araguaia, le 28 juillet 1985.

A Couto Magalhães, la liste 2 a gagné contre la liste 1 avec 80% des voix. Dans la commune de Sitio Novo et de São Sebastião do Tocantins, les travailleurs ruraux ont élu leurs nouveaux bureaux dont font partie des cultivateurs ayant l'expérience de la lutte. A Miracema do Norte, les travailleurs ruraux ont fondé leur syndicat le 22 juin 1985. Les syndicats des communes de Santa Tereza et de Canarana, au Mato Grosso, ont reçu leur habilitation. Le travail à la base et l'organisation commencent à produire de vrais militants pour le mouvement syndical de la région.

En dépit de toute cette violence, les travailleurs ont résisté sur leurs terres. L'effet de cette résistance, dans notre région, ce sont 15.350 familles de cultivateurs, pour un total de 76.710 personnes, qui restent sur leurs terres et occupent une superficie de 1.174.750 hectares. D'autres superficies ont été intégrées à la production et se trouvent sous le contrôle des travailleurs ruraux suite aux nouvelles occupations de terres effectuées par les paysans sans terre.

Les travailleurs ruraux ont réussi à s'imposer comme force politique. L'occupation du siège du GETAT (6) de Conceição do Araguaia pendant deux jours, en décembre dernier; la grève de la faim faite par onze travailleurs ruraux de São Félix, de Conceição do Araguaia et de Tucuruí en face du palais du Planalto à Brasília; ainsi que les visites répétées des travailleurs ruraux au ministère de la réforme agraire sont la preuve que les travailleurs ruraux ont découvert de nouvelles formes de lutte pour la mise en oeuvre de leur projet de réforme agraire, au détriment du projet gouvernemental. Cette pression constante a fait que le gouvernement a commencé les démarches d'expropriation des Domaines Juarina, à Couto Magalhães, Joncon et Três Irmãos, à Conceição do Araguaia, et autres.

[5] Cf. DIAL D 1002 [NdT].

[6] Groupe exécutif des terres de l'Araguaia et du Tocantins, administration sous contrôle militaire héritée de l'ancien régime [NdT].

La participation des travailleurs ruraux de notre région aux structures nationales telles que le 4e congrès des travailleurs ruraux et les articulations avec la Centrale unique des travailleurs ont permis de vérifier que, sans un changement dans la politique nationale, il n'y a pas de libération possible pour les travailleurs.

### 3.2 - Le cheminement chrétien

Il y a aussi un signe d'espérance dans le cheminement chrétien des communautés de paysans dans les six diocèses de la région Araguaia-Tocantíns.

Grâce à l'attitude courageuse de leurs évêques, prêtres, religieuses et agents de pastorale, ces diocèses ont été solidaires des luttes et des souffrances des travailleurs ruraux. Unis à leurs Eglises particulières, les paysans de notre région ont réalisé la nécessité pour eux d'approfondir leur foi, de célébrer leurs souffrances et leur espérance en communion avec la passion, la mort et la résurrection de Jésus-Christ.

Dans ce cheminement de la foi, la Bible a été la référence principale dans l'effort de compréhension de l'histoire et de la libération. La participation active aux célébrations, aux pèlerinages, aux cours bibliques, aux communautés ecclésiales de base, a été une constante dans cette recherche et dans la certitude que le Dieu vivant et libérateur marche avec son peuple dans l'histoire.

La Conférence nationale des évêques du Brésil a choisi pour thème de la Campagne de fraternité 1986: "terre de Dieu, terre de frères". La Commission pastorale de la terre de la région Araguaia-Tocantíns espère et croit que ce thème, parfaitement approprié à la situation actuelle du Brésil, est un encouragement supplémentaire pour les travailleurs ruraux dans leur cheminement de foi, de lutte et d'espérance vers la "terre promise".

Gurupí, le 1er janvier 1986

pour le conseil de la Commission  
pastorale de la terre Araguaia-Tocantíns

P. Ricardo Resende Figueira  
coordinateur

Adilar Daltoé  
secrétaire

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous  
vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)